

Minutes du CILO 5 (01/02/2017)

Présents : *Araceli Lopez-Martens, Jean Duprat, Vincent Lafage, Cyril Bachelet, Claire Marrache, Marlène Assié, Sylvie Durand, Raphael Dupré, Damir Becirevic, Laurent Ménard, Nathalie Arlaud, Olivier Seksek, Yann Mambrini, Denis Linget, Cécile Rimbault, Marie-Hélène Schune, Guillaume Philippon, Dirk Zerwas, Françoise Bouvet-Lefebvre, François Couchot, Hagop Sazdjian, François Wicek, Bruno Moal, Sébastien Bousson, Yves charon, Achille Stocchi, Fabien Cavalier, Luc Perrot, Sébastien Descotes-Genon, Michel Guidal, Sébastien Wurth.*

A l'ordre du jour :

*Questions transverses : formation et valorisation

*Méthode pour continuer

Formation et valorisation :

F. Cavalier présente la situation pendant une vingtaine de minutes:

Formation : parmi les 5 laboratoires de la vallée, il y a une centaine de collègues impliqués dans l'enseignement (60 à 70 enseignants-chercheurs, le restant chercheurs et ITs). Nos laboratoires et plateformes accueillent des TPs (niveau Master principalement). Plusieurs Masters sont co-gérés (direction, secrétariat) par nos labos (NPAC, Nuclear Engineering,...). Nous sommes aussi impliqués dans plusieurs écoles doctorales (EDs) : PHENIICS, A&A, PIF,... Pour rappel, il n'y a plus de lien entre Masters et EDs depuis plusieurs années.

Le paysage est en mutation. A UPSud, une partie de l'enseignement a déménagé sur le plateau (surtout M1), il y a moins de présence dans la vallée. Il y a la construction d'un nouveau bâtiment de physique sur le plateau (pour L3 et M1). Il paraît important de préserver une capacité d'accueil et une zone d'enseignement commune dans la vallée. Par ailleurs, certains établissements de Paris-Saclay développent leurs propres Masters thématiques (à l'X, dès le niveau M1, il y a une spécialisation haute énergie).

Avec Paris-Saclay, il y a une séparation des Départements et des Schools, pas de lien, pas de vision cohérente de l'ensemble.

Avec l'appel PIA3 et les EUR (Ecoles universitaires de recherche), il est question de rapprocher M2 et EDs (contraire à la politique des dernières années...).

Devant cette apparente « déstructuration » du système, est-ce que les labos en se rapprochant et en ayant des politiques communes peuvent influencer sur ces évolutions ? On fait déjà beaucoup mais on pourrait faire mieux. Un groupement comme le nôtre, avec une structure plus large et cohérente, pourrait peser plus et être pilote. On pourrait proposer une EUR (qui est une initiative « locale ») et/ou des formations professionnalisantes (énorme effort et organisation pour une telle entreprise : obtenir des moyens supplémentaires, démarcher des boîtes privées qui accueillent des étudiants, demande un gros effort d'un labo, au-delà des MC et profs, nécessite le staff technique d'un labo, etc...). Déjà tenté dans le passé par quelques laboratoires, succès mitigé ? Virtual data avait été approché à un moment donné pour une formation informatique professionnalisante. Trop prématuré à l'époque ? De façon générale, la phy.nu. et la phy.part. donnent des formations qui permettent de s'intégrer dans des boîtes privées ou d'en créer (nombreux exemples d'anciens doctorants de la

vallée). Utiliser ce réseau pour une formation pro. On est en-deçà de ce qu'on pourrait faire. Point de vue infrastructure, on pourrait proposer un bâtiment enseignement dans la vallée.

Le but n'est pas d'être complètement autonome, de faire une Université dans l'Université, tout ceci doit être fait avec la fac bien sûr. Bras de levier pour obtenir des moyens supplémentaires de l'Université ?

Valorisation :

Y. Charon et S. Bousson présentent la situation pendant une vingtaine de minutes : en comparaison avec d'autres pays, en particulier les USA (DOE), la France est en retrait, proportionnellement, en matière de dépôts de brevets. En particulier, à l'IN2P3, seulement 90 brevets ont été déposés les 10 dernières années. Problème culturel par rapport à la valorisation en France ?

La valorisation est une retombée et un prolongement naturel de nos recherches. C'est un cercle vertueux, le feedback avec les industriels nourrit et enrichit nos recherches. Il y a un retour vers les labos. Il n'y a pas/ne doit pas y avoir de cloisons étanches entre le monde industriel et celui de la recherche fondamentale. La valorisation doit être une de nos missions. L'ouverture vers la société est devenue nécessaire. C'est un facteur de diversité dans nos carrières (possibilité de réorientation à un certain stade de la carrière). C'est aussi une source de revenus (exemple de Berkeley : 4.8 M\$ générés en 2014). De plus en plus, il va falloir trouver des sources de financement de la recherche fondamentale en dehors des ressources publiques. Ceci dit, ces revenus doivent être la « cerise sur le gâteau ». Il ne faut pas faire de la valorisation pour gagner de l'argent en premier lieu.

Actuellement, on se tourne vers les responsables valorisation des tutelles. Ressenti/bilan plutôt négatif. Pas d'interlocuteur jugé valable au niveau tutelle ; à l'IN2P3, il y a des « correspondants », pas des personnes pleinement compétentes. Il y a des SATT (Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies) qui marchent bien dans certaines Universités en province, d'autres non. S'il y a une plus grande structure dans la vallée, on peut faire un pôle local de valorisation proche des labos.

L'IMNC semble le plus en avant dans la valorisation avec le dépôt d'un brevet tous les ans ou tous les 2 ans. Il y a plusieurs partenariats mais il est évoqué un sentiment de « bricolage » in fine et qu'il pourrait être fait mieux. Arriver à un brevet nécessite une approche professionnelle, une vision stratégique, et une formation aussi bien ingénieur que juridique. Dans le cadre d'un regroupement, ce sont de nouveaux métiers et fonctions qu'il faudrait développer et faire naître.

L'exemple de XFEL au LAL est cité : contrat de 20 Meuros : 15 reversés à l'industrie (Thales), 3 pour construire la plateforme et 2 pour le laboratoire en ressources propres. XFEL est terminé aujourd'hui : est-ce qu'on démantèle la plateforme, est-ce qu'on la maintient, est-ce qu'on investit et est-ce qu'on l'ouvre à l'industrie ? A l'échelle d'un labo, il s'agit d'un investissement majeur. Au niveau de plusieurs labos, c'est plus gérable.

Méthode :

Après 15 à 20 heures de discussions (5 réunions du CILO de 3 à 4 heures), il faudrait passer à l'action. A. Stocchi et M. Guidal présentent un plan d'action pour continuer. Rappel du calendrier évoqué lors du premier CILO : rendre pour début avril 2017 aux tutelles un pré-projet (3 à 5 pages), qui doit contenir 1/les arguments du pourquoi d'une refondation des labos de la vallée et 2/une méthode pour aboutir à un avant-projet fin 2017. Le COPIL propose que le CILO essaye de produire

collégalement un premier document sur ces 2 aspects à partir des discussions des 5 CILOS qui ont eu lieu, faire le bilan de ce qui a été dit, s'accorder sur le constat et les problèmes actuels. Pour la méthode, le COPIL propose la formation de plus d'une vingtaine de groupes de travail (voir transparents) pour travailler sur l'année 2017, la plupart thématiques, certains autres transverses. Il est dit qu'il y a probablement trop de groupes. Il y a un risque de cloisonnage, ce qui est l'inverse du but recherché, avec trop de groupes thématiques. L'avenir de chaque discipline doit concerner tout le monde, même ceux qui n'y sont pas. Si personne ne se sent concerné par les problèmes des voisins, autant s'arrêter tout de suite. Il faut trouver la bonne granularité pour les groupes de travail. Procéder en plusieurs étapes ? D'abord des réflexions communauté par communauté et ensuite cross-talk entre les communautés ?

Il faut aussi définir le rôle du CILO à l'avenir. Est-ce qu'il va s'effacer après la formation des groupes de travail ou y-aura-t'il une vraie association/co-construction entre le COPIL et le CILO jusqu'à la fin du pré-projet ? Est-ce que le CILO sera associé au reporting des groupes de travail ? Est-ce qu'un membre du CILO doit être dans chaque groupe de travail ? Même question pour les DUs ou membres du COPIL.

Il faut que tout ceci reste gérable humainement aussi (« principe de réalité »). Beaucoup de temps a déjà été investi par les membres du CILO. Combien d'investissement de combien de personnes en 1 an vont nécessiter ces groupes de travail ? Il faut être pragmatique et ne pas « pousser le curseur trop loin », point de vue implication des personnels, étant donné le timing serré. Possible d'avoir un projet sérieux en si peu de temps ?

Il est dit qu'il faudrait peut-être donner la structure finale visée pour pouvoir cadrer les discussions. Pour certains personnels, l'aspect qui paraît le plus important est le côté RH, organigramme, etc... Il est répondu qu'il fallait d'abord travailler sur l'ambition scientifique et ensuite sur la structure. Dans la présentation du COPIL, il est d'ailleurs proposé un groupe transverse « structure/organisation » qui doit faire la liste des structures possibles, leurs avantages et désavantages, identifier les risques associés à chaque structure, etc... Il y aura un « benchmarking/reporting » à faire à partir d'exemples concrets/existants.

L'aspect « grave du moment » est souligné : on est en train de discuter de l'avenir à 20 ans de nos laboratoires et disciplines, avec 800 personnes impliquées. Il y a une « fenêtre de tir » actuellement qui risque de ne pas se représenter avant longtemps. Ne pas laisser tomber une dynamique qui est en train de s'installer.

Il est proposé que le CILO se réunisse, sans COPIL, sur une période de 2 à 3 semaines, discute de tous ces points ensemble et essaye de produire un document de synthèse.